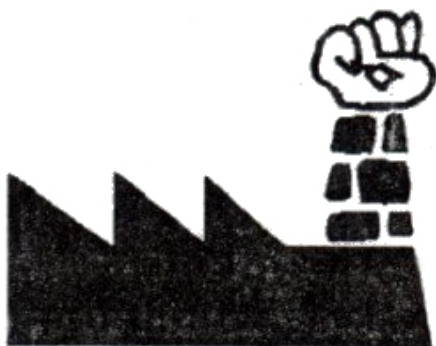


VIVRE ET TRAVAILLER AU QUARTIER !

Durant des décennies, La Seine Saint Denis a servi de réservoir de main d'œuvre et de terre d'accueil pour des industriels voulant faire fructifier leur capital. Beaucoup d'entreprises ont profité de bonnes conditions d'installations et surtout des compétences des travailleuses et travailleurs locaux.

Aujourd'hui, les capitalistes préfèrent opter pour les délocalisations et la financiarisation de l'économie pour s'approprier une part toujours plus importante des bénéfices. Alors ils abandonnent sans vergogne un département qui a contribué à leur enrichissement,



***Nous n'acceptons pas la
désindustrialisation dans notre
département : non à la fermeture
de PSA Aulnay !***

De fermetures en délocalisations, les ouvrières et ouvriers de Seine-Saint-Denis ont été progressivement détournés de leurs outils de travail. Fin 2010 on ne dénombre plus que 36 785 emplois salariés dans l'industrie pour 130 199 emplois dans ce secteur en 1982.

L'économie s'est peu à peu reportée sur le secteur tertiaire autour de pôles très concentrés localement (2/3 des effectifs sur dix communes) laissant derrière de véritables déserts industriels. Derrière cette tertiarisation se cache en fait l'accueil de grands groupes où les ouvrières et ouvriers de Seine-Saint-Denis abandonnés par l'industrie trouvent difficilement leur place, sinon à des emplois extrêmement déqualifiés.

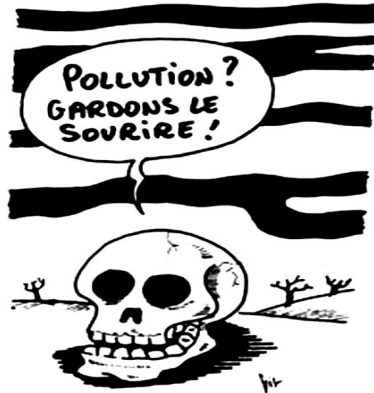
Face à la fermeture programmée de leur usine, **on ne peut qu'adhérer au combat des travailleuses et travailleurs de PSA à Aulnay-sous-Bois** qui se battent comme des lions pour ne pas être sacrifiés sous l'autel du profit. Leur lutte est bien celle du refus de la paupérisation du monde ouvrier ! **La mobilisation et le soutien de la population du 93 doivent être totaux**, car au-delà du refus de la suppression de milliers d'emplois directs et indirects, c'est bien des salariés trop combatifs dont la direction de PSA veut se débarrasser, et pourquoi pas, au passage, empocher le pactole en cédant un terrain évalué à 350 millions d'euros.

***Évictions des classes populaires
et manque d'infrastructures***

La fuite des industriels laisse la place aux promoteurs pour remodeler le territoire de notre département.

Bien sûr, il n'est pas question pour eux d'en finir avec les cités dortoirs où on a entassé tous les laissés pour compte du système. Mais il s'agit bien d'utiliser les friches industrielles pour de juteuses

opérations immobilières très vite montées et sans concertation préalable avec la population. Et tant pis si les infrastructures d'accueil (écoles...) ne suivent pas ou sont pensées dans la précipitation.



Un projet sur Noisy-le-Sec est emblématique de ce genre d'arrangements. Il concerne la démolition de l'usine Lyon Allemand Engelhard située rue de Paris au bord du canal de l'Ourcq. Classée SEVESO, elle a, de par son activité pendant presque un siècle, empoisonné ses ouvrières et ouvriers et laisse aujourd'hui une zone de 33 000m² très polluée.

Sans la vigilance de quelques habitants qui résident aux abords de l'usine cette démolition serait passée inaperçue grâce à une mécanique bien huilée. On fait rapidement place nette pour construire aux portes de Paris une résidence sécurisée avec un joli nom et où il fait bon vivre. Une des incidences directes est l'accentuation du phénomène d'éviction des classes populaires reléguées toujours plus loin de la capitale.

Les apprentis sorciers : hors de chez nous !

Si nous revendiquons notre soutien à l'activité ouvrière, nous ne sommes pas nostalgiques des usines polluantes et dangereuses pour les travailleuses et travailleurs et les riverains. A ce titre, **le projet de méga-usine de méthanisation à Romainville nous semble terriblement néfaste** par les risques et les nuisances que cette usine ferait encourir aux riverains.

Si, bien sûr, le recyclage des déchets est une nécessité absolue; on ne peut que s'opposer au gigantisme et au caractère « expérimental » du projet.

Il est irresponsable de vouloir implanter en zone urbaine ce qui serait la plus grosse usine de méthanisation d'Europe. Le SYTCOM doit annuler son projet et le remplacer par une solution de recyclage non nuisible aux habitants.

Ne nous laissons pas déposséder de notre avenir

Le point commun de ces décisions qui engagent prioritairement les habitant(e)s et travailleur(s)rs ? Elles sont prises sans elles et eux et souvent même contre leurs intérêts. Du bradage de la distribution de l'eau à Véolia à la réorganisation de l'urbanisation de nos villes, en passant par les orientations économiques de nos villes, **les décideurs politiques et patronaux confisquent les choix de société**. Leur projet de ville n'est pas le nôtre. Pour permettre un autre futur à notre département, **il est temps de prendre nos affaires en main** pour imposer d'autres choix.

**Une économie durable dans une ville autogérée !
Libertaire, égalitaire une révolution reste à faire !**